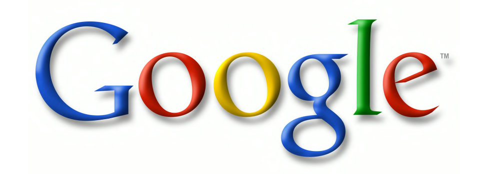
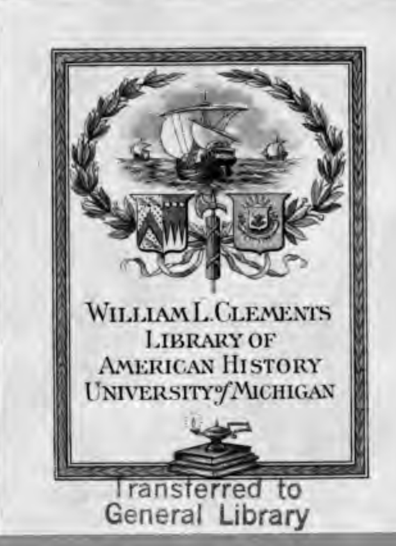



SE TAIRE ET FAIRE


WILLIAM L. CLEMENTS
LIBRARY OF
AMERICAN HISTORY
UNIVERSITY of MICHIGAN



A mon cher Collègue [illegible] hommage. L. Drapeyron

L'ŒUVRE GÉOGRAPHIQUE

DU

PRINCE DE BISMARCK

(1862-1890)

PAR

M. LUDOVIC DRAPEYRON

LE RÔLE ACTUEL ET PROCHAIN

DE LA

GRANDE RÉPUBLIQUE AMÉRICAINE

DANS LE NOUVEAU MONDE

Par M. J.-A. RICAUD

EXTRAIT DE LA *REVUE DE GÉOGRAPHIE*

DIRIGÉE PAR M. L. DRAPEYRON

PARIS

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE DE PARIS

CH. DELAGRAVE

15, RUE SOUFFLOT, 15

1890

L'ŒUVRE GÉOGRAPHIQUE
DU
PRINCE DE BISMARCK
(1862-1890)

PAR

M. LUDOVIC DRAPEYRON

LE ROLE ACTUEL ET PROCHAIN
DE LA
GRANDE RÉPUBLIQUE AMÉRICAINE
DANS LE NOUVEAU MONDE

Par M. J.-A. RICAUD

EXTRAIT DE LA *REVUE DE GÉOGRAPHIE*
DIRIGÉE PAR M. L. DRAPEYRON

PARIS
INSTITUT GÉOGRAPHIQUE DE PARIS
CH. DELAGRAVE
15, RUE SOUFFLOT, 15
1890

PRÉFACE

Nous avons cru qu'en joignant aux pages consacrées par nous, géographe presque sédentaire, à l'œuvre de M. de Bismarck, celles où l'un de nos collaborateurs, revenu d'un long et lointain voyage, retrace le rôle de la République américaine, nous donnerions une idée plus complète de la mission qui incombe à la géographie, comme science d'État. L'association de ces deux opuscules offre aussi l'avantage de montrer le but vers lequel nous tendons par des voies toutes scientifiques. A notre Europe, toujours prête à courir aux armes, nous opposons l'Amérique, uniquement vouée aux travaux de la paix, et nous lui rappelons opportunément les dangers qu'elle court du fait de cette dernière et surtout d'elle-même.

LUDOVIC DRAPEYRON.

L'ŒUVRE GÉOGRAPHIQUE

DU

PRINCE DE BISMARCK

(1862-1890)

Par devoir professionnel et à la faveur d'un synchronisme qui a quelque intérêt pour nous, nous avons étudié M. de Bismarck pendant toute la durée de son ministère, auquel nous survivons ainsi que lui. C'est le 22 septembre 1862 que cet homme d'État fut appelé par Guillaume Ier à diriger le royaume de Prusse. Or, juste une semaine avant cette date historique, nous avions été reçu agrégé d'histoire et de géographie, et, juste une semaine après, nous fûmes appelé à professer ces deux sciences au lycée de Besançon. Parmi les sujets que nous avions eu à traiter figuraient les suivants : « L'Empereur d'Allemagne Frédéric II » (épreuve orale); « Origine du royaume de Prusse; son rôle politique dans la balance de l'Europe; ses progrès jusqu'en 1815 » (épreuve écrite)[1]. L'enseignement de l'histoire contemporaine aux élèves de philosophie, qui ne tarda pas à nous incomber, nous obligea à nous inquiéter de l'Allemagne, de la Prusse et de M. de Bismarck plusieurs années avant qu'installé à Versailles, ce dernier nous tînt, avec deux millions de nos compatriotes, assiégé dans Paris. Nous eûmes durant le blocus et le bombardement à l'apprécier publiquement et sur le vif, si j'ose dire. Quelques personnes se rappellent peut-être comment nous nous acquittâmes de cette tâche dans l'*Électeur libre*, dont l'incontestable mérite fut d'éviter toute déclamation, même au bruit du canon.

1. Les autres épreuves écrites de « notre » agrégation furent : « Tableau de la littérature grecque au second siècle de l'ère chrétienne » ; « Les Institutions de saint Louis » ; « Description du bassin de l'Euphrate, et géographie comparée des contrées qu'arrose ce fleuve, au temps d'Alexandre et dans les temps modernes. » Nous eûmes en outre à expliquer la description du camp romain dans Polybe et à corriger une copie du Concours général qui traitait des guerres d'Italie au XVIe siècle.

Vingt ans se sont écoulés depuis lors. Avons-nous besoin de dire que, durant cette longue période, nous n'avons point perdu de vue le chancelier allemand? Nous ne le pouvions ni comme professeur, ni, absolument, comme Français. Le moment n'est pas venu et ce n'est pas ici la place de recueillir ou d'annoncer ce que nous avons pu écrire ou préparer sur ce sujet brûlant. Mais l'œuvre de M. de Bismarck ayant été éminemment géographique, on s'étonnerait à bon droit qu'une Revue, toujours empressée de signaler les applications de la géographie à l'histoire et à la politique, laissât, sans la caractériser, disparaître, pour un temps ou pour toujours, le « Richelieu allemand », un Richelieu qui ne mourra peut-être pas, comme l'autre, au pouvoir, mais qui n'aura pas eu besoin du secours posthume d'un Mazarin pour achever ce qu'il avait conçu.

Nous avons déjà dit à quel point M. de Bismarck est ami de la géographie[1]. Sa pratique assidue des *Mitteilungen de Petermann* est significative : elle nous montre qu'il n'appartient pas à cette catégorie d'hommes d'État qui, ambitieux de bouleverser la terre, n'accordent pourtant à cette dernière qu'un regard distrait.

Et bien lui a pris d'être géographe. Comment, s'il ne l'avait été à un assez haut degré, se serait-il reconnu et guidé dans le dédale des « Allemagnes », toujours subsistantes malgré les sécularisations et les médiatisations accomplies plus d'un demi-siècle avant lui[2], et dans celui des « Prusses » échelonnées du Rhin au Niémen, de l'Oder au Danube?

LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE EN 1862[3]

1° L'*Empereur d'Autriche* (Maison de Lorraine-Habsbourg), pour les provinces ayant fait partie de l'ancien Empire d'Allemagne;

2° Le Roi de Prusse (Maison de Hohenzollern), pour les provinces ayant fait partie de l'ancien Empire d'Allemagne;

1. Voir notre *Sens géographique du Cardinal de Richelieu, à propos de son troisième centenaire, d'après son « Testament politique » et « les Réflexions politiques » du « Tacite français », Revue de Géogr.*, livr. d'oct. 1885; tir. à part, et la *Géographie et la politique*, livr. de juillet 1880; tir. à part.
2. Voir de nous également : L'*Œuvre des Français en Allemagne*, dans la *Revue politique et littéraire* (Revue bleue), du 31 janvier 1873.
3. Nous avons indiqué en italique les Confédérés allemands dont la situation a été modifiée durant le ministère de M. de Bismarck.

3° *Le Roi des Pays-Bas* (Maison de Nassau, ligne d'Otton), pour le grand-duché de Luxembourg;

4° *Le Roi de Danemark* (Maison de Holstein), pour les duchés de l'Elbe;

5° Le Roi de Bavière (Maison de Wittelsbach);

6° Le Roi de Saxe (Maison de Wettin, branche Albertine);

7° Le Roi de Wurtemberg (Maison de Wurtemberg);

8° *Le Roi de Hanovre* (Maison de Hanovre, ligne de Cumberland);

9° Le Grand-duc de Bade (Maison de Bade, ligne morganatique);

10° *L'Électeur de Hesse-Cassel* (branche aînée de Hesse);

11° Le Grand-duc de Hesse-Darmstadt (branche cadette);

12° et 13° Les Grands-ducs de Mecklembourg (Maison de Mecklembourg);

14° Le Grand-duc de Saxe-Weimar (Maison de Wettin, branche Ernestine, ligne de Weimar);

15° Le Grand-duc d'Oldenbourg (Maison de Holstein-Oldenbourg);

16° *Le Duc de Nassau* (Maison de Nassau, ligne de Walram);

17° *Le Duc de Brunswick* (Maison de Brunswick-Lunebourg)[1];

18° Le Duc de Saxe-Cobourg-Gotha (Maison de Wettin, branche Ernestine, ligne de Gotha);

19° Le Duc de Saxe-Meiningen (id.);

20° Le Duc de Saxe-Altenbourg (id.);

21° Le Duc d'Anhalt-Dessau (Maison Ascanienne);

22° *Le Duc d'Anhalt-Bernbourg* (id.);

23° et 24° Les Princes de Reuss;

25° et 26° Les Princes de Lippe;

27° et 28° Les Princes de Schwartzbourg;

29° *Le Prince de Waldeck;*

30° *Le Prince de Hesse-Hombourg* (Maison de Hesse grand ducale, ligne cadette);

31° *Le Prince de Lichtenstein;*

32° *La Ville libre de Francfort;*

33° La Ville libre de Lubeck;

34° La Ville libre de Hambourg;

35° La Ville libre de Brême.

1. La maison de Brunswick-Lunebourg descendait de la dynastie des Guelfes, comme celle de Hanovre.

Passons à un second tableau :

LE ROYAUME DE PRUSSE EN 1862

1er groupe territorial : les provinces de Prusse propre, Posen, Brandebourg, Poméranie, Silésie, Saxe.

2e groupe territorial : les provinces de Westphalie et du Rhin.

3e groupe territorial : les principautés de Hohenzollern.

Ne perdons pas de vue ces deux tableaux.

L'œuvre de M. de Bismarck est double, en effet : elle est prussienne et allemande; *prussienne avant d'être allemande.* Ce n'est pas gratuitement qu'on lui prête cette parole : « Je suis plus Prussien qu'Allemand, et je n'aurais aucune difficulté à céder tout le pays entre le Rhin et la Moselle[1]. » Propos qui d'ailleurs n'a pu être tenu par lui que secrètement et au début de ses entreprises. Mais c'est à haute et intelligible voix et durant plusieurs années qu'il est allé, de Francfort à Saint-Pétersbourg et à Paris, répétant : « La Prusse a une configuration absurde; elle a l'épaule démise du côté du Hanovre; elle manque de ventre du côté de la Hesse et du Nassau ». Et il avait, on le sait, fini par convaincre la France et la Russie.

Les journées de Düppel et de Sadowa, les traités de Vienne et de Prague (1864-1866) ont eu précisément pour résultat de redresser la taille de la Prusse et de renforcer ses membres grêles. L'élimination du roi du Danemark et de trois princes allemands, le roi du Hanovre, l'électeur de Hesse-Cassel, le duc de Nassau ; la radiation de la ville libre de Francfort, la constitution de trois nouvelles provinces prussiennes, le Sleswig-Holstein, le Hanovre, la Hesse-Nassau, ont procuré à cet État mal venu la continuité territoriale qui lui avait toujours fait défaut, car on peut négliger ici les maigres fiefs de Hohenzollern.

Un avantage non moins précieux pour la Prusse a été de se mettre en directe et pleine communication avec la mer du Nord, l'ancienne « mer Germanique », d'où elle était à peu près exclue[2], et

1. C'est-à-dire la Bavière rhénane (Palatinat), la Hesse rhénane et une faible partie de la Prusse rhénane (province du Rhin).

2. La Frise orientale (chef-lieu Aurich), dont la Prusse avait hérité en 1744, fut donnée au royaume de Hollande en 1807 et au royaume de Hanovre en 1815. La

de l'unir, par un canal[1], avec la mer Baltique, où elle possède un littoral beaucoup plus étendu. Elle prit, de plus, contact avec les trois villes hanséatiques survivantes : Hambourg, Brême et Lubeck. Du coup elle devint une puissance maritime autonome et une puissance commerçante, resserrée, il est vrai, entre les Pays-Bas, l'Oldenbourg, le Mecklembourg[2], le Danemark, mais avec un champ d'activité sans limite. Non contente de dépouiller au Midi le « gardien du Sund », elle l'avait tourné; pour elle la Baltique était désormais le prolongement de la mer Germanique, comme la mer Germanique est le prolongement de l'Océan. On peut donc dire que l'occupation du Holstein a décidé l'être nouveau de la Prusse, de même que l'occupation du Hanovre, du Nassau et de la Hesse en a fait un organisme complet et viable.

Après avoir rappelé l'œuvre prussienne de M. de Bismarck, rappelons son œuvre allemande. Là encore il a rassemblé des membres épars ou incohérents. Il a donné à l'Allemagne un *sensorium commune*, le Reichstag ou Parlement, issu du suffrage de tous ses citoyens, au lieu d'un Congrès permanent de diplomates; un chef, au lieu de deux, — l'Empereur; une capitale, Berlin, chose inouïe en Allemagne, qui n'avait jamais connu de centre politique, — réunissant en un faisceau tous les pouvoirs de l'Etat allemand[3], dont il fut ainsi le créateur véritable. Localiser dans une même ville l'Etat allemand et l'Etat prussien, les maintenir tangents sans les confondre[4], c'était là une tâche malaisée, et nous pourrons chercher plus tard jusqu'à quel point il y a réussi, — s'il n'a pas préparé l'élimination de l'un au profit de l'autre, et si ce n'est pas l'Etat prussien qui doit, dans sa pensée, supprimer un jour l'État allemand.

A quoi tient l'Etat allemand, en définitive? A la survivance, après la grande commotion en 1866, de princes héréditaires dont les plus importants et les moins exposés à la médiatisation sont les

Prusse, ainsi écartée de la mer du Nord, obtint en 1853 du grand-duc d'Oldenbourg un territoire fort peu étendu sur le golfe de la Jahde, où s'éleva le port de Wilhelmshafen, inauguré seulement en 1869.

1. Ce canal, qui aura une étendue de 100 kilomètres environ, a été décrété en 1886; on y travaille activement. Il joindra le golfe de Kiel et l'estuaire de l'Elbe.

2. L'Oldenbourg et le Mecklembourg sont actuellement les deux « serre-file » maritimes de la Prusse.

3. Avant le siècle présent, l'Empereur et le Conseil aulique résidaient à Vienne, la Diète se réunissait à Ratisbonne, la Chambre impériale séjournait à Wetzlar, etc.

4. A Berlin, capitale double, on trouve aujourd'hui : 1° le roi de Prusse, le ministère prussien, le Landtag prussien, la Chambre prussienne des seigneurs; 2° l'empereur allemand, le chancelier allemand, le Reichstag allemand, le Bundesrath allemand. Le Tribunal de l'Empire est à Leipzig. On sait que l'armée, la marine militaire et la diplomatie ont un caractère fédéral.

*

rois de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et le grand-duc de Bade. Un seul roi, jusqu'ici, a été rayé de la carte d'Allemagne, celui de Hanovre. Il ne semble pas que « l'heure » des autres soit venue. Quand elle le sera, l'unité allemande dans une Prusse agrandie sera un fait accompli, car rien ne pourra empêcher cette dernière de recueillir toutes les autres épaves, opération inaugurée sous nos yeux. En regardant la carte et le tableau de la Confédération germanique (p. 6 et 7), on notera que la principauté de Hesse-Hombourg a été réunie à la Prusse et la principauté de Waldeck remise temporairement à l'administration prussienne (1866), le duché de Brunswick placé sous la régence d'un prince de Hohenzollern, depuis la mort du duc Guillaume (1884). Ces annexions, officielles ou déguisées, ont contribué notablement à la liaison des deux principaux groupes territoriaux, tels que les traités de Vienne les avaient constitués. La Lippe et Anhalt-Dessau, agrandi d'Anhalt-Bernbourg depuis 1863, n'apparaissent plus que comme des îlots qui seront bientôt submergés. Mais entre la Saxe prussienne et la Hesse prussienne s'interposent les États de Thuringe, avant-garde de l'Allemagne du Sud, que nous appellerons *der Keil im preussischen Fleische*, « le coin dans la chair de la Prusse[1] ».

Définir, délimiter l'Allemagne, et pour cela la restreindre, telle a été une partie importante de l'œuvre bismarckienne. Voilà pourquoi il a préféré exclure l'Autriche de la Confédération plutôt que de la subordonner et même que de lui enlever ses provinces germaniques. On comprend par là suffisamment que l'élimination de la principauté de Lichtenstein (1866) et du grand-duché de Luxembourg (1867) n'a dû guère coûter à son patriotisme allemand.

Dans une seule circonstance, bien douloureuse pour nous Français, nous le voyons faire une exception à la règle, qu'il s'était posée d'une façon si judicieuse, de constituer une petite Allemagne et non une grande Allemagne. Débordé par le militarisme prussien et aussi sans doute par le patriotisme allemand, celui des masses surexcitées et non celui des hommes réfléchis, il a, par droit de

1. Voir notre étude sur l'*Europe politique* dans la *Revue politique et littéraire* (Revue bleue), n^os des 8 et 15 avril 1876, notamment ce que nous avons dit de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Prusse, pp. 341-343. Cf. dans la *Revue de géographie* (n° d'avril 1888), la *Carte politique de l'Allemagne au temps du roi Frédéric II et au temps de l'empereur Frédéric III*, par L. Drapeyron.

conquête, gardé l'Alsace et la Lorraine. Ce fut là, on peut le dire une pierre d'achoppement pour le Richelieu allemand, trop facilement et trop grandement vainqueur de la France. Notre Richelieu à nous avait pu prendre impunément l'Alsace à l'Autriche éloignée de cette province, à l'Allemagne pulvérisée. M. de Bismarck en prenant l'Alsace et la Lorraine à la France contiguë, une et indivisible, s'est condamné à faire peser sur l'Allemagne et conséquemment sur l'Europe un régime de « paix armée » qui est en contradiction manifeste avec les conditions de la vie moderne. Il nous a donné le spectacle d'un grand homme d'État qui, gouvernant la Prusse, l'Allemagne, et parfois l'Europe, était impuissant à maîtriser une seule province. On sait que, dès 1879, il y renonça « de guerre lasse » et abandonna cette « Terre d'Empire », mise vraiment au « ban de l'Empire », exclue du Bundesrath, sinon du Reichstag, unique de son espèce dans le Deutschland, confiée à un Statthalter et à un ministère d'Alsace-Lorraine résidant à Strasbourg.

Afin de conserver sur l'Allemagne extérieure, sur la grande Allemagne, une forte prise, il s'est évertué, au Congrès de Berlin, à projeter l'Autriche vers la péninsule des Balkans, lui indiquant la voie de Salonique. C'était à la fois, pour les vaincus de Sadowa, une occupation, une compensation, un rôle prépondérant assuré dans la balance de l'Europe. Alors se constitua la clientèle plus ou moins déguisée de l'Autriche, royaume de Roumanie, royaume de Serbie, principauté de Bulgarie, en partie sous des chefs allemands, laissant pour seule amie invariable au tsar, coupé de Constantinople, la principauté de Monténégro, faible et isolée. Ainsi la Russie, qui, sans qu'il pût l'en empêcher, avait voulu, en 1877, faire à son profit une guerre compensatrice de celle de 1870, se trouva immobilisée en Europe.

Pour immobiliser la France, il fallait poser, à côté de la question d'Orient, la question de la Méditerranée : c'est ce qu'il fit avec beaucoup de discrétion vers le même temps. L'occupation de la Tunisie et notre prépondérance, si légitime, sur le littoral africain excitèrent contre nous l'Italie, qui se souvenait trop des Scipions et de Marius, de Zama et de Carthage. Notre proximité de la Sardaigne et de la Sicile lui fit oublier une rivale bien plus dangereuse, l'Angleterre, la dominatrice actuelle du *Mare nostrum* des Romains par Gibraltar, Malte, Chypre et l'Égypte.

C'est ainsi qu'en étudiant la carte de l'Europe, dans ses retraites

de Varzin[1], de Friedrichsruh[2], non moins que dans sa chancellerie de Berlin, M. de Bismarck a maintenu, au profit de la Prusse et de l'Allemagne, l'équilibre et la paix de l'Europe. Quand l'alliance austro-russe lui a fait défaut, il l'a remplacée par l'alliance austro-italienne. L'interposition de l'Europe centrale, réunie dans sa main, entre la Russie et la France, était pour lui la meilleure des garanties, une garantie géographique. Ainsi toutes ses combinaisons politiques ont été des combinaisons géographiques, nées de la constatation réfléchie des rapports dans l'espace de tant d'États divers.

On le remarquera : le monde extra-européen n'a été pour lui pendant longtemps que *l'appoint* de ces combinaisons. Il se réjouissait de voir ses adversaires naturels et même ses alliés consacrer leurs loisirs à l'Afrique, à l'Asie et à l'Océanie. C'est au point de vue colonial surtout qu'il pouvait se donner pour « l'honnête courtier » des puissances. C'est ainsi qu'il présida d'une façon toute désintéressée, lors de la conférence de Berlin, au partage d'une notable portion de l'Afrique occidentale entre les Français, les Belges et les Portugais. Quand surgit inopinément l'affaire des Carolines, qui mit presque en combustion l'Espagne, avec quelle bonne grâce et quel calme olympien il se fit donner tort par le pape désigné par lui-même comme arbitre ! Mais le développement de la marine et de l'industrie allemandes avaient fini par lui faire prendre au sérieux la colonisation. Il souhaitait enfin à l'Allemagne un empire colonial, mais il ne se serait jamais engagé à fond dans ce sens. A son corps défendant peut-être le nom de Bismarck[3], qui semblait localisé à jamais dans la Vieille-Marche, a été donné, aux antipodes de l'Allemagne, dans les parages de la Nouvelle-Guinée, à un archipel[4]. Le terrible chancelier et son vieil empereur fraternisent ainsi dans l'océan Pacifique comme sur le versant de la mer du Nord[5].

L'évolution géographique de M. de Bismarck est un sujet d'étude intéressant. Sa vue, toujours si ferme, n'embrasse d'abord que

1. Poméranie, cercle de Rummelsbourg, régence de Cöslin.
2. Sleswig-Holstein, cercle de Lauenbourg.
3. Bismarck, province de Saxe, régence de Magdebourg, cercle de Stendal. M. de Bismarck est né non loin de là, à Schœnhausen, cercle de Jerichow, régence de Magdebourg.
4. L'archipel de Bismarck correspond aux désignations antérieures de Nouvelle-Bretagne et de Nouvelle-Irlande. Il avoisine la terre du Roi-Guillaume, ou partie orientale de la Nouvelle-Guinée. Ajoutons que le nom de Bismarck a été également donné à une montagne du Batonga, en Afrique (région du Zambèse) et à plusieurs localités des Etats-Unis, dont la principale, dans le Dakota, est riveraine du Missouri.
5. Nous faisons allusion aux villes de Bismarck et de Wilhelmshafen.

la Prusse. A Francfort, à Saint-Pétersbourg, comme à Paris (1851-1862), c'est à la Prusse qu'il songe uniquement. Son succès même comme Prussien le fait songer à l'Allemagne, mais à une petite Allemagne, que la Prusse peut dominer et s'assimiler. Enfin la préservation de la Prusse et de l'Allemagne l'amène à élargir le cercle de ses opérations et à y faire entrer l'Europe et, d'une façon discrète, le Globe terrestre.

Dans sa retraite, c'est, pour ainsi dire, à son point de départ qu'il se trouve ramené. C'est à Friedrichsruh, dans le duché de Lauenbourg, sa première conquête, dont le titre vient de lui être attribué, que le destructeur de l'Empire français et le fondateur de l'Empire allemand rédigera son « Testament politique ».

Méditons sur son œuvre, comme il le fait lui-même en ce moment.

Il est certain que si nos candidats à l'agrégation avaient aujourd'hui à juger « le rôle politique du royaume de Prusse dans la balance de l'Europe », ils n'adopteraient pas le même *criterium* que leurs prédécesseurs d'il y a un quart de siècle, et les compositions de 1862 risqueraient à cette heure d'être impitoyablement jetées au panier. Professeurs et élèves étaient si peu géographes alors qu'ils ne tiraient aucune lumière de ce fait, bien grave pourtant, que les traités de Vienne avaient rendu la Prusse limitrophe de la France et que, de par ces nouvelles frontières, les armées françaises étaient beaucoup plus éloignées de Berlin que les armées prussiennes ne l'étaient de Paris. Telle était notre habitude invétérée de déclamer contre l'Autriche, qui, depuis la cession des Pays-Bas, n'était plus en contact avec nous, que sa rivale la Prusse, trop souvent favorisée par nous, semblait au gouvernement et à l'opinion l'alliée naturelle de la France, malgré Rosbach et Waterloo. Ce sont ces préjugés, dont l'examen attentif de la carte eût triomphé, qui poussèrent l'Empereur Napoléon III à souhaiter, comme le faisait M. de Bismarck lui-même, une meilleure conformation de la Prusse, sans avoir préalablement *éloigné* cette dernière de la France par l'établissement d'un Etat intermédiaire analogue à la Belgique, d'une Belgique allemande, si je puis dire. C'est notre désir irréfléchi de reconquérir nos départements rhénans du temps de la République et de l'Empire qui nous fit négliger cette précaution[1].

1. Avant la guerre de 1866, nous élaborâmes un projet d'*isolement* de la Prusse et de la France. On pouvait permettre le « tassement » de la Prusse, à condition que ses forces ne fussent pas appliquées immédiatement sur nous.

De là nos mécomptes de 1866. Quant à nos désastres de 1870, suivant de si près une déclaration de guerre inopportune, ils provinrent d'une fausse réminiscence historique dont la géographie la plus élémentaire eût conjuré les effets. Pour la première fois, unie, dès le début d'une campagne, militairement et commercialement, l'Allemagne entière allait marcher contre nous! C'est l'alliance des États du Sud qui nous avait permis de vaincre si complètement et si rapidement à Austerlitz et à Iéna. Rien d'analogue en 1870.

Quand, à la pénombre d'une histoire interprétée au gré de nos désirs préférerons-nous la pleine lumière de la géographie, sous les espèces d'une carte bien au courant?

M. de Bismarck a usé et abusé contre nous de cette lumière; sachons enfin nous en servir dans notre intérêt.

LUDOVIC DRAPEYRON.

1er avril 1890.

LE ROLE ACTUEL ET PROCHAIN

DE LA

GRANDE RÉPUBLIQUE AMÉRICAINE

DANS LE NOUVEAU MONDE

Lorsque, au siècle dernier, les colonies qui composaient la Nouvelle-Angleterre secouèrent le joug britannique et formèrent une république fédérative, l'aurore de la liberté se leva sur le nouveau monde, depuis trois cents ans captif de l'ancien monde. Ce n'est pas une faible gloire pour les Anglo-Saxons de l'Amérique du Nord d'avoir donné cet exemple aux populations néo-latines des « Indes occidentales », qui les avaient précédés dans ces parages. Il était facile de prévoir que le mouvement d'émancipation se généraliserait. De 1810 à 1824, grâce à des patriotes, imitateurs de Washington, et dont le plus illustre est Bolivar « le Libérateur », lès colonies espagnoles s'affranchirent de leur métropole. Elles adoptèrent également la Constitution de l'Union américaine et formèrent à leur tour des républiques fédératives. Seule, la grande colonie portugaise, le Brésil, forma un empire jusqu'à une toute récente révolution.

A peine ces nouvelles républiques venaient-elles d'éclore, que les États-Unis firent, par la bouche du président Monroe, cette mémorable déclaration :

« *Nous ne permettrons pas qu'aucune puissance de l'Europe intervienne dans les destinées des États américains dont nous sommes les protecteurs naturels et dont nous garantirons l'indépendance.* Nous ne nous occupons pas des affaires politiques de l'Europe, mais, lorsqu'il s'agit de nos continents, les circonstances changent entièrement de face. Nous devons à notre bonne foi et à nos relations amicales avec les puissances européennes de leur déclarer que nous considérerions comme dangereuse pour notre tranquillité et notre sûreté toute tentative de leur part d'étendre

leur système politique à quelque partie de ce continent. »

« L'Amérique aux Américains » : ce principe est devenu la base de la politique du gouvernement fédéral, et l'on sait qu'il n'a jamais été enfreint impunément par l'Europe.

Mais, quoique libres désormais et républicains, les nouveaux États, en proie à l'anarchie et à la guerre civile, restèrent longtemps stationnaires. Les descendants américains des fiers Castillans, se croyant tous des Cid Campeador, continuaient à batailler entre eux, négligeant les arts de la paix, abandonnant même l'exploitation des mines d'or et d'argent découvertes par leurs ancêtres. Fiers de leur noble origine, satisfaits d'avoir secoué le joug espagnol, ils éloignaient, sauf de rares exceptions, l'émigration européenne, qui leur apparaissait comme un danger. Ils vivaient dans l'indolence et la pauvreté avec les Indiens qu'ils avaient subjugués et auxquels ils ne dédaignaient pas de se mêler pour former une race de métis vouée à une complète inertie.

Bien différents, les Yankees s'occupaient activement et presque uniquement d'agriculture, d'industrie et de commerce. L'émigration européenne décuplait leurs forces. Ils s'enrichirent rapidement et développèrent merveilleusement les ressources de leur pays. Après une crise mémorable, provoquée par la question de l'esclavage, un legs de l'Europe et de l'Afrique, et au cours de laquelle ils livrèrent les plus grandes batailles de ce siècle, ils rendirent à l'Union, reconstituée et sans cesse accrue d'États nouveaux, son caractère éminemment pacifique, laborieux et civilisateur. Ils ne se sont plus arrêtés dans cette voie, et leur prospérité financière est devenue un sujet d'étonnement pour l'Europe qu'appauvrit la paix armée.

Grâce au régime protecteur, l'industrie s'est prodigieusement développée aux États-Unis. Les manufactures en tout genre sont fort nombreuses surtout dans la région Nord-Est. Elles sont riches, bien outillées, pourvues de matières premières de bonne qualité. Elles produisent abondamment et à bon marché d'excellents articles. La vie étant facile aux États-Unis, la main-d'œuvre n'y est guère plus chère qu'en Europe et les bons ouvriers en tout genre n'y manquent pas. L'emploi des machines s'est d'ailleurs généralisé. Pour les produits agricoles de première nécessité, blés, farines, viandes, graisse, lard, les Américains n'ont pas de rivaux. Ils ont le monopole des huiles minérales, et leurs charbons de terre,

leurs fers, leurs fontes, leurs cuivres défient toute concurrence.

Après avoir exclu l'ancien continent, ils songent à envahir commercialement le nouveau. L'heure de l'expansion est venue pour eux. Suivons-les dans leur marche calculée vers des régions riches en produits agricoles et en métaux précieux. Des hommes du Nord parcourent ces immenses contrées, les étudient patiemment au point de vue économique, recherchent quels sont leurs besoins comme leurs ressources. De retour chez eux, ils disent à leurs manufacturiers et à leurs négociants : « Il faut à tel pays, à telle ville, telles marchandises et à tels prix. Efforcez-vous de les leur fournir à meilleur compte que l'Angleterre, la France, la Belgique et l'Allemagne. Vous pourrez en échange avoir des peaux, des laines, des bois précieux, du café, du cacao, de la vanille, du quinquina, du caoutchouc, toutes les productions tropicales qui vous manquent. »

Il fallait faire prendre corps à ces aspirations; c'est pourquoi les Yankees et leur protagoniste M. Blaine, surnommé le « Bismarck américain », conviaient au mois d'octobre 1889 à un congrès, qui s'est tenu à Washington, le Mexique, les cinq petites républiques de l'Amérique centrale et les dix républiques de l'Amérique du sud. Ces États ont répondu à l'appel et ont envoyé des délégués au « Pan American Congress ».

A Washington on leur a tenu à peu près ce langage : « Pendant une trop longue suite d'années nous avons enrichi les manufacturiers de l'Europe; il est temps que nous songions à faire notre propre fortune en nous passant d'eux. Ce continent est assez vaste et assez riche pour fournir à nos besoins. Grâce à Dieu, il donne en abondance tout ce qui est utile à l'homme. Il possède tous les climats et par conséquent une grande variété de produits agricoles, et la nature l'a amplement pourvu de richesses minérales. Établissons donc entre nous des liens plus étroits, des relations commerciales plus intimes que par le passé. Ayons des tarifs douaniers uniformes. Protégeons-nous contre la concurrence étrangère ; défendons par des droits élevés nos industries contre celles d'Europe, mais entre nous abaissons-les le plus possible. Nous, Américains du Nord, nous pourrons vous fournir, à meilleur marché que les Anglais, les Allemands, les Français et les Belges, les indiennes, les cotonnades et même les lainages et les soieries qu'il vous faut pour vous habiller. Nous vous procurerons aussi à des

prix auxquels l'Europe ne pourra arriver la farine, la viande, le pétrole, le coton brut, la houille, le fer, la fonte, les rails, les machines, les outils pour défricher vos forêts vierges et cultiver vos fertiles vallées. Nous sommes un peuple nombreux, grand consommateur : nous vous achèterons vos excédents de laines, de café, de sucre de canne, de cuirs, vos bois d'ébénisterie, toutes les denrées et tous les produits tropicaux que nos vastes plaines, dont le climat est plus rude que le vôtre, ne peuvent nous donner. »

Nous savons que quelques délégués du Chili, du Pérou, de la République Argentine ont eu l'air de se méfier un peu de ces belles paroles des Yankees, de leurs avances en apparence désintéressées. Jusqu'à présent le « Pan American Congress » n'a pas donné de résultats appréciables : les tarifs n'ont pas été modifiés, aucun nouveau traité de commerce n'a été conclu.

Mais les Américains du Nord sont patients, et ils ont des moyens puissants pour attirer à eux le monopole du continent. C'est d'abord de convaincre les républiques sœurs qu'elles ont tout intérêt à trafiquer avec eux. A cet effet ils feront des sacrifices considérables en leur vendant à meilleur marché que les Européens et en payant plus cher leurs produits. C'est ensuite de porter leurs capitaux dans ces républiques du centre et du sud de l'Amérique, d'y établir des lignes de bateaux à vapeur qui transportent à meilleur marché que ceux d'Europe, d'engager les ressources dont ils disposent dans des entreprises utiles et lucratives, chemins de fer, exploitations agricoles, industrielles et minières. C'est de fournir à ces petites républiques les capitaux dont elles ont besoin, pour établir des moyens de transport faciles : canaux, chemins de fer, bateaux à vapeur; c'est de travailler avec l'énergie qui les caractérise à la prospérité, au progrès moral et matériel des peuples du centre et du sud de l'Amérique.

Voilà les grands moyens. Pas de longs discours, mais des faits évidents, concluants, que les moins intelligents peuvent saisir parfaitement et apprécier à leur valeur.

Ils ont commencé par le Mexique, qu'ils sont en train de sillonner de voies ferrées qui toutes sont reliées aux chemins de fer américains, et les Mexicains achètent maintenant à la Nouvelle-Orléans, à New-York, à Saint-Louis, à Chicago, la majeure partie des marchandises qui leur manquent et qu'ils demandaient naguère à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne.

Les Yankees creusent actuellement le canal de Nicaragua, et il est à craindre aujourd'hui que ce canal ne soit ouvert à la navigation du monde avant celui de Panama. Sans forfanterie, sans bruit, mais avec méthode et avec persévérance, ils poursuivent cette œuvre considérable. Mille ouvriers, secondés par de puissantes machines, y sont occupés, sous la surveillance de l'ingénieur Menocal.

Ce canal sera beaucoup plus long que celui de Panama, mais il est d'une exécution plus facile. On suivra d'abord le cours du Saint-John, qui est presque partout navigable, on traversera ensuite le grand lac de Nicaragua, qui est assez profond, et puis on coupera la bande de terre qui sépare le lac du Pacifique. Le point de départ du canal est le port de San-Juan de Nicaragua ou Greytown, situé à l'embouchure du Saint-John. On construit actuellement à l'entrée de ce port un breakwater qui aura 1,700 pieds de long, pour arrêter l'ensablement à l'entrée des passes : 250 pieds sont achevés et l'on fait 8 pieds de digues par jour.

Dans le Honduras, petite république voisine du Nicaragua, le major Burke, ex-trésorier de la Louisiane, est en train de rouvrir les anciennes mines d'or et d'argent abandonnées depuis la domination espagnole, et il espère, par une exploitation mieux entendue, en retirer encore d'immenses trésors. Il est à la tête d'une riche compagnie qui compte les Baring et les Rothschild parmi ses fournisseurs de capitaux. Il a ramené la vie dans des régions mortes; il a conquis sur les habitants du pays une grande influence; il a soufflé l'esprit américain sur ces populations somnolentes.

Mais la plus colossale de toutes ces entreprises est celle du capitaine H. C. Parsons, de la Virginie. Elle a pour but d'ouvrir à la civilisation et à l'émigration, par une immense voie ferrée, le centre même du continent sud-américain. Cette grande ligne aura son point de départ à l'embouchure de la Magdalena, sur la mer des Antilles, un peu à l'est de Panama, et se dirigera vers le Sud en suivant le versant oriental de la grande Cordillère des Andes; elle traversera tout le haut bassin de l'Amazone et se reliera avec les chemins de fer péruviens, boliviens, chiliens et avec l'important réseau de lignes ferrées de la République Argentine. Une société au capital de 500 millions est formée pour l'exécution de ce vaste projet.

On voit que les Yankees travaillent efficacement à étendre leur

influence sur tout le continent. Tout en songeant à leurs propres affaires, ils apparaissent aux républiques néo-latines comme des bienfaiteurs. Ils leur communiqueront cette activité industrielle et commerciale qui a fait d'eux la première nation productrice du monde.

Quand toutes les républiques latines seront bien « américanisées », c'est-à-dire imbues de l'esprit yankee, elles demanderont à entrer dans la grande Union. Il n'est pas nécessaire d'être prophète pour annoncer que bientôt celle-ci s'étendra des terres arctiques à Panama et que, dans un avenir beaucoup plus éloigné, elle dominera du détroit de Behring au cap Horn. Le Mexique sera le premier à entrer dans la confédération américaine, parce que son intérêt l'y invitera. Quand il y aura dans cette république un demi-million d'Yankees possédant toutes les voies ferrées, les mines, les usines, les grands établissements industriels du pays, les vastes haciendas, les Mexicains s'apercevront qu'ils ont tout intérêt à s'annexer aux États-Unis. Les petites républiques de l'Amérique centrale suivront l'exemple du Mexique et, pour les mêmes raisons, Cuba et les Grandes Antilles feront de même, et dans moins de cinquante ans toute l'Amérique du Nord ne formera plus qu'une république fédérative gouvernée par un président et un congrès siégeant à Chicago ou à Saint-Louis.

Tout cela, nous le savons, se fera au détriment de la vieille Europe, si cette dernière, avertie, ne sait pas se transformer à temps; si, divisée contre elle-même, elle ne travaille pas à la prospérité de ses colonies et ne se les attache point par des liens indissolubles.

Mais qui osera blâmer les Américains s'ils sont assez intelligents pour faire en quelques années ce que n'ont pas accompli les Espagnols en plusieurs siècles de domination?

L'on doit louer ceux qui contribuent au progrès moral et matériel de l'humanité, qu'ils soient nos amis ou nos rivaux.

J.-A. Ricaud [1].

1. M. J.-A. Ricaud est l'auteur de la *Grande République Américaine, 17 années chez les Yankees*, Paris, Beaudelot, 1889.

Imprimeries réunies, B, rue Mignon, 2

